

UTI GROUP SA

Société Anonyme au capital de 1.731.747 €
68, rue de Villiers 92 532 Levallois Perret cedex
338 667 082 RCS NANTERRE
Code APE 6202 A – ancien 721 Z
Siret 338 667 082 00048
Téléphone : 01.41.49.05.10
Télécopieur : 01.47.57.11.50
Site : www.uti-group.com

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2009

Etabli en application de l'article 222-4 du Règlement Général de l'AMF



SOMMAIRE

A - ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 20094	
1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE.....	4
2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	5
3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE.....	6
4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	7
5. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	8
GENERALITES.....	8
Note 1 – PRESENTATION GENERALE	8
Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS	8
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE ACTIVE.....	15
Note 3 – GOODWILL	15
Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16
Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16
Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	17
Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS	18
Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE	19
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE PASSIVE.....	20
NOTE 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	20
Note 10 – PROVISIONS	23
Note 11 – DETTES FINANCIERES	24
Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS	26
Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE	26
ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	28
Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL	28
Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL	30
Note 16 – IMPOTS	31
Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION	33
Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN	34
Note 19 – EFFECTIF MOYEN	36
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	37
Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS	37
Note 21 – INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES	37
Note 22 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE	38
B - RAPPORT D’ACTIVITE SEMESTRIEL.....	39
1. PRESENTATION DU CHIFFRE D’AFFAIRES ET DES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2009 DE LA SOCIETE UTI GROUP.....	39
2. PRESENTATION DES COMPTES DU PREMIER SEMESTRE 2009 DU GROUPE CONSOLIDE.....	40
3. DESCRIPTION DE L’ACTIVITE DU GROUPE CONSOLIDE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE.....	42
4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DANS LE GROUPE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE.....	43
5. EVOLUTION PREVISIBLE DE L’ACTIVITE DU GROUPE PENDANT L’EXERCICE.....	43
C - DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	44
D - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L’INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE.....	45

A - ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2009

1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE (montants en milliers)

	note	30/06/2009	31/12/2008
Actif			
Actifs non courants			
Goodwill	3	16 178	16 178
Immobilisations incorporelles	4	5	0
Immobilisations corporelles	5	72	85
Immobilisations financières	6	392	403
Impôts différés actifs	16	2 896	3 017
Total des actifs non courants		19 543	19 683
Actifs courants			
Créances clients et comptes rattachés	7	1 541	1 410
Autres actifs courants	7	809	524
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	968	1 068
Total des actifs courants		3 317	3 002
Total de l'actif		22 860	22 685

	note	30/06/2009	31/12/2008
Passif			
Capital social	9	1 732	1 732
Primes	9	2 637	2 637
Réserves consolidées	9	3 591	3 220
Résultat consolidé		67	354
Total des capitaux propres (part Groupe)		8 027	7 943
Intérêts minoritaires		1	1
Capitaux Propres		8 028	7 944
Passifs non courants			
Provisions	10	2 566	2 574
Dettes financières à long terme	11	1 876	2 134
Total des passifs non courants		4 442	4 708
Passifs courants			
Avances et acomptes reçus		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12	1 215	1 206
Autres passifs courants	12	8 341	8 061
Dettes financières à court terme	11	835	766
Total des passifs courants		10 391	10 033
Total du passif		22 860	22 685

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL
(montants en milliers, sauf données par action)

	note	30/06/2009	30/06/2008
Chiffre d'affaires net	14	13 366	14 238
Achats consommés		-1 139	-1 056
Autres achats et charges externes		-1 414	-1 389
Impôts et taxes		-375	-383
Charges de personnel	14	-10 134	-10 524
Dotations nettes aux amortissements et provisions	14	-17	102
Autres produits et charges opérationnelles courantes	14	127	54
Résultat opérationnel courant		414	1 042
Autres produits opérationnels	14	0	0
Autres charges opérationnelles	14	0	-1 867
Résultat opérationnel		414	-825
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut	14	-166	-245
Coût de l'endettement financier net		-166	-245
Autres produits et charges financiers	14	-59	2
Résultat avant impôts des activités ordinaires		189	-1 068
Charge d'impôts sur le résultat	16	-121	0
Résultat net		68	-1 068
Intérêts minoritaires		1	1
Résultat net de l'exercice		67	-1 069
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (part groupe)		0	0
Résultat global total		67	-1 069
Résultat net par action			
<i>Résultat net de base par action</i>	17	0,01	-0,12
<i>Résultat net dilué par action</i>	17	0,01	-0,13

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE (montants en milliers)

	30/06/2009	31/12/2008
en milliers d'euros		
A - FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE		
<i>Capacité d'autofinancement</i>		
Résultat net consolidé (y compris les intérêts minoritaires)	67	354
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	9	1 694
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	56	94
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</i>	132	2 142
Coût de l'endettement financier net	166	526
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	121	-1 024
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	419	1 644
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	-377	-557
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE	42	1 087
B - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décassements liés aux acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles	-13	-170
Encaissements liés aux cessions des immobilisations corporelles et incorporelles	58	66
Variation des prêts et avances consentis	0	-54
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	45	-158
C - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Sommes reçues des actionnaires lors de l'augmentation de capital	0	8
- Versées par les minoritaires des sociétés intégrées		
Rachats et reventes d'actions propres	0	-58
Sommes reçues des actionnaires en compte courant	0	0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	0	2 600
Remboursements d'emprunts (y compris les contrats de location financement)	-276	-3 010
Intérêts financiers nets versés (y compris les contrats de location financement)	-166	-526
Autres flux liés aux opérations de financement		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-442	-986
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES		
FLUX NET DE TRESORERIE	-355	-57
Trésorerie au 1er Janvier	1063	1120
Flux nets de l'exercice	-355	-57
Trésorerie à fin de période	708	1063

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (montants en milliers)

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat net	Gains et pertés directement en capitaux propres	Capitaux propres (part groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2007	1 723	2 525	361	2 877		7 486	1	7 487
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				354		354		354
Gains et pertés directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				354	0	354		354
Affectation en réserves			2 877	-2 877		0		
Augmentation du capital (1)	9	112				121		
Incidence rachat obligations			-42			-42		
Variations diverses			2			2		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			-52			-52		
Attribution stocks options (2)			74			74		
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2008	1 732	2 637	3 220	354	0	7 943	1	7 944
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				67		67		67
Gains et pertés directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				67	0	67		67
Affectation en réserves			354	-354		0		
Incidence rachat obligations			13			13		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			-11			-11		
Attribution stocks options (2)			15			15		
SITUATION AU 30 JUIN 2009	1 732	2 637	3 591	67	0	8 027	1	8 029

(1) : Augmentation de capital sur conversions OC et levées de BSA = augmentation de capital de 9 K € et primes de conversion et d'émission pour 112 K €

(2) : Stock Option : impact de l'évaluation à la juste valeur selon la méthode de Black & Scholes = + 74 K€ au 31/12/2008 et 15K€ au 30/06/2009

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

5. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

GENERALITES

Note 1 – PRESENTATION GENERALE

Informations relatives au Groupe

UTIGroup. S.A. est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française. UTIGroup. S.A. est cotée sur le marché d'Euronext Paris. En date du 23 juillet 2009, le Conseil d'administration a procédé à un arrêté des comptes semestriels et a autorisé la publication des états financiers consolidés semestriels d'UTIGroup. S.A. clos le 30 juin 2009.

Nature de l'activité

Le Groupe est spécialisé dans la délégation de personnel et dans l'intégration de systèmes et assure deux grands types de prestations :

La délégation de personnel et l'intégration de systèmes sont réalisées dans le cadre de contrats en régie avec la mise à disposition d'informaticiens payés au temps passé pour la réalisation d'un projet, contrats aux termes desquels les sociétés du Groupe sont tenues par une obligation de moyens.

L'Edition et la distribution de progiciel consistent à mettre à disposition des produits complets dont les sociétés du Groupe sont éditeur ou distributeur et à effectuer un certain nombre de prestations autour du produit.

Le groupe n'a réalisé aucun chiffre d'affaires par le biais de contrat au forfait au titre des exercices 2009 et 2008.

Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Bases de préparation des comptes consolidés

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés d'UTIGroup. S.A. et de ses filiales sont établis suivant les normes comptables internationales : International Reporting Standards (« IFRS »), telles qu'adoptées par l'Union européenne (disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») c'est-à-dire, les IFRS, les International Accounting Standards (« IAS ») et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (« IFRIC ») ou l'organisme qui l'a précédé le Standing Interpretation Committee (« SIC »).

Les comptes consolidés semestriels sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Au 30 juin 2009, les normes et interprétations comptables adoptées par l'Union européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception de la norme IAS 39 qui n'a été adoptée que partiellement, ce qui est sans effet sur

les comptes d'UTIGroup. S.A. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en euro. Toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (K €) sauf indication contraire.

Impact des nouvelles normes comptables

Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009

- IAS 1 Révisé « Présentation des états financiers »
- IAS 23 Révisé « Coût d'emprunt »
- IFRS 8 « Secteurs opérationnels »
- IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » - Amendement sur les conditions d'acquisition et d'annulation
- IAS 32 « Instruments financiers » - Amendement remboursement au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation

L'adoption de ces normes, amendements et interprétations n'a eu aucune incidence significative sur les méthodes d'évaluation retenues pour préparer les états financiers consolidés du Groupe.

Base d'évaluation des comptes consolidés

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite la prise en compte par les dirigeants d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Ces hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement. A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants. Il est possible que les résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses.

Dans le contexte actuel, l'exercice de prévision d'activité et de planification à moyen terme est rendu plus difficile, aussi le Groupe a précisé dans l'annexe aux comptes consolidés les hypothèses utilisées et a encadré les résultats obtenus par des calculs de sensibilité aux fluctuations de ces estimations. Celles-ci sont notamment sensibles dans l'exécution des tests de perte de valeur des actifs immobilisés (« impairment ») puisqu'ils sont fondés sur des flux futurs estimés, des hypothèses de taux de croissance et d'actualisation. Le contexte économique particulièrement difficile de cette clôture ne permet pas de se référer à la juste valeur diminuée des coûts de vente. Les valeurs d'utilité sont fondées sur des flux futurs estimés, des hypothèses de taux de croissance et de taux d'actualisation.

Dans un contexte d'incertitude sur l'évolution de l'économie, plusieurs scénarii d'évolution des flux de trésorerie ont été élaborés et des tests de sensibilité aux variations des hypothèses de taux de croissance et de coût moyen pondéré du capital (WACC) ont été menés dans :

- l'exécution des tests de perte de valeur des actifs immobilisés,
- la détermination des impôts différés et notamment lors de l'appréciation du caractère recouvrable des impôts différés actifs.

Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent en intégration globale les comptes des sociétés dans lesquelles UTIGroup. S.A. exerce un contrôle exclusif. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux d'UTIGroup. S.A. et sur la base de méthodes comptables homogènes. Toutes les transactions et comptes réciproques entre les sociétés consolidées sont éliminés.

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2009 est présenté ci-après :

	% contrôle	% intérêt
SA UTIGroup 68, rue de Villiers 92532 Levallois-Perret	100,00%	100,00%
SA UTIGroup Est rue du Dépôt 13, parc de l'Europe 67207 Niederhausbergen	99,74%	99,74%
SARL UTIGroup Luxembourg 400 route d'Esch L-1471 Luxembourg	98,00%	97,75%
SA UTIGroup Rhône-Alpes 92, cours Vitton 69006 Lyon	99,94%	99,94%

Toutes les entités constituant le Groupe sont consolidées par intégration globale et aucune variation de périmètre n'est intervenue au cours du premier semestre 2009.

Conversion des comptes des filiales étrangères et opérations en devises étrangères

La monnaie fonctionnelle de toutes les entités du Groupe est l'Euro. Par conséquent, le Groupe n'est pas confronté à la problématique de la conversion des comptes de filiales étrangères.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les résultats sur les travaux réalisés en régie sont pris en compte au fur et à mesure de la réalisation des travaux. Le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de service est déterminé selon les temps passés par les collaborateurs qui fournissent mensuellement des feuilles d'activité.

Goodwill

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des entités consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Le Goodwill n'est pas amorti, conformément à IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ». Il fait l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par

an. Les modalités des tests de perte de valeur sont détaillées dans la note 3 « *Goodwill* ». En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au poste « *Autres charges opérationnelles* » du compte de résultat.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement des licences, des brevets et des logiciels acquis. Ces immobilisations sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes correspondant à la durée d'utilisation prévue (de 1 à 5 ans).

La dotation annuelle aux amortissements des immobilisations incorporelles est comptabilisée dans le poste « *Dotations aux amortissements* » du compte de résultat.

Le Groupe a pour habitude de comptabiliser directement les coûts de recherche et développement éventuels en charges. Le Groupe n'a, en effet, pas d'effectif exclusivement dédié à la recherche et au développement. Seule l'activité d'éditeur, mineure dans le Groupe, nécessite de tels investissements humains. Les éventuelles dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en charges au 30 juin 2009.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations :

Installations générales et agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans
Mobilier et matériels divers	2 à 5 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans

Les installations générales et agencements sont amortis sur leur durée probable d'utilisation, évaluée à dix ans. Les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés en charges à la réalisation de ces prestations. Quand des immobilisations sont cédées ou mises hors service, le gain ou la perte est comptabilisé en résultat opérationnel.

Tests de valorisation des immobilisations

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs », la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des facteurs internes ou externes montrant que l'un de ces actifs a perdu de la valeur. Lorsque de tels facteurs existent, le Groupe calcule la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. La valeur recouvrable est déterminée comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité de l'actif, ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient, si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs, est établie selon la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés. Si la valeur ainsi évaluée se révèle inférieure à la valeur nette comptable, le Groupe comptabilise une dépréciation exceptionnelle égale à la différence entre la valeur nette comptable du bien et sa valeur recouvrable.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances et la trésorerie.

Les immobilisations financières comprennent :

- des titres détenus jusqu'à l'échéance,
- des versements de dépôts,
- des versements à des organismes collecteurs au titre des prêts « aides à la construction ».

Le Groupe ne détient pas d'actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat, ni d'actifs disponibles à la vente.

L'ensemble des actifs financiers détenus est donc comptabilisé au coût amorti.

Conformément à la norme IAS 32, un actif financier est décomptabilisé uniquement dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie de cet actif et perd le contrôle de l'actif ou transfère l'essentiel des risques et avantages liés à cet actif.

Les actifs décomptabilisés correspondent aux créances clients des entités du groupe cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances commerciales sont enregistrées pour leur montant nominal. Des provisions pour dépréciation sont comptabilisées lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Autres actifs courants

Les autres actifs courants correspondent aux autres actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Actions propres

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Paiement sur la base d'actions

L'Assemblée Générale du 22 janvier 2008 a autorisé le Conseil d'administration à consentir un plan concernant des options de souscription d'actions au profit des dirigeants et de certains salariés du Groupe. Ces options donnent droit à la souscription d'actions de la société UTIGroup, dans la limite de 3% du capital.

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options a été évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé un modèle mathématique de type Black & Scholes.

Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Ce coût est constaté en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées.

Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la norme IAS 19 « *Avantages du personnel* », une provision couvrant l'intégralité des engagements de retraites et prestations assimilées est comptabilisée au passif du bilan. Il n'existe pas d'autres avantages postérieurs à l'emploi que ceux concernant les engagements de retraite.

Les engagements de retraites et assimilés sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées avec salaires de fin de carrière. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue chacune de ces unités séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent les hypothèses suivantes :

- une date de retraite fixée à soixante cinq ans (départ volontaire),
- un taux d'actualisation financière,
- un taux d'inflation,
- un taux de rotation du personnel,
- un taux de charges sociales,
- un taux annuel de progression des salaires.

Ces évaluations sont effectuées à chaque date de clôture des comptes annuels.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements. Ces écarts sont reconnus en résultat.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour mettre fin à l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées, ce qui est le cas pour la provision d'indemnité de départ en retraite au 30 juin 2009.

Autres passifs courants

Les autres passifs courants correspondent aux autres passifs devant être réglés ou négociés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Instruments de capitaux propres

Un instrument de capitaux propres est un instrument qui donne droit à un intérêt résiduel dans les actifs nets de l'entreprise, après déduction de toutes ses dettes.

Conformément à la norme IAS 32, « *Instruments financiers : informations à fournir et présentation* », pour les instruments financiers comportant plusieurs composants dont certains ont des caractéristiques de dettes et d'autres de capitaux propres, ces derniers sont comptabilisés séparément les uns des autres. Ainsi, un même instrument peut être présenté pour partie en tant qu'élément des capitaux propres et, pour partie, en tant que dette. L'emprunt en obligations convertibles en actions correspond à cette définition.

Impôts

La charge d'impôt incluse dans la détermination du résultat net de l'exercice est égale au montant total des impôts courants et des impôts différés.

Des impôts différés sont constatés, en utilisant la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre les valeurs comptables des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture. Les actifs d'impôts différés sont constatés lorsqu'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé.

L'impôt exigible et différé est directement comptabilisé dans les capitaux propres si l'impôt concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

Résultat par action

Le Groupe calcule un résultat net par action de base et dilué, soit respectivement sans prise en compte et avec prise en compte de l'effet dilutif des options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions. Le résultat net par action de base est calculé en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net de la période par la moyenne pondérée du nombre de titres en circulation. Les titres sont composés des actions et des titres potentiels. Les titres potentiels correspondent aux options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions dont le prix d'exercice est inférieur à la moyenne du cours de bourse sur la période et sont pris en compte comme s'ils avaient été exercés.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE ACTIVE

Note 3 – GOODWILL

Valeurs brutes	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	30/06/2009
Goodwill UTI GROUP -TMA	15 051			15 051
Goodwill UTIgroup. Rhones-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
Goodwill - EAC CORPORATION	290			290
	18 419	-	-	18 419

Dépréciations	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	30/06/2009
Goodwill UTI GROUP -TMA	-1 549			-1 549
Goodwill UTIgroup. Rhones-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-2 241	-	-	-2 241

Valeur nette	16 178	-	-	16 178
---------------------	---------------	---	---	---------------

Valeurs brutes	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	31/12/2008
Goodwill UTI GROUP -TMA	15 051			15 051
Goodwill UTIgroup. Rhones-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
Goodwill - EAC CORPORATION	290			290
	18 419	-	-	18 419

Dépréciations	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	31/12/2008
Goodwill UTI GROUP -TMA	-1 549			-1 549
Goodwill UTIgroup. Rhones-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-2 241	-	-	-2 241

Valeur nette	16 178	-	-	16 178
---------------------	---------------	---	---	---------------

La détermination de la juste valeur repose sur l'actualisation des cash flows générés par l'activité pour les quatre prochains exercices et sur la détermination de la valeur terminale actualisée avec croissance à l'infini.

La prise en compte de la situation économique n'a pas conduit à remettre en cause les valorisations retenues.

Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles nettes sont constituées des éléments suivants :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	30/06/2009
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	504	7		511
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-504	-2		-506
Valeur nette	0	5	0	5

Il n'existe pas d'engagements contractuels en vue de l'acquisition d'immobilisations incorporelles.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	31/12/2008
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	504			504
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-499	-5		-504
Valeur nette	5	-5	0	0

Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont constituées des éléments suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	30/06/2009
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	867	43	40	871
	867	43	40	871
Amortissements				
Matériel et outillage	0			-
Autres immobilisations corporelles	-782	-16		-799
	-782	-16	0	-799
Valeur nette	85	27	40	72

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	31/12/2008
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	838	49	20	867
	838	49	20	867
Amortissements				
Matériel et outillage	0			-
Autres immobilisations corporelles	-742	-49	9	-782
	-742	-49	9	-782
Valeur nette	96	-0	29	85

Au cours du premier semestre 2009 et 2008, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur les immobilisations corporelles. Par ailleurs, au cours de ces mêmes exercices, il n'y a pas eu de financement d'équipement par des contrats de location financement significatifs.

Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	30/06/2009
Valeur brute				
Participations non consolidées	17			17
Prêts au personnel et autres	254	3	14	243
Dépôts et cautionnements	133			133
	403	3	14	392
Provisions				
Participations non consolidées	-			-
Valeur nette	403	3	14	392

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	31/12/2008
Valeur brute				
Participations non consolidées	17			17
Prêts au personnel et autres	189	65		254
Dépôts et cautionnements	144	121	133	132
	350	186	133	403
Provisions				
Participations non consolidées	-			-
Valeur nette	350	186	133	403

Les prêts accordés aux organismes collecteurs de la participation à l'effort construction ont été actualisés compte tenu de leur durée (20 ans). Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée des prêts au 30 juin 2009 sont les suivantes :

- la durée restant à courir est calculée à compter de la date d'octroi du prêt ;
- le taux d'actualisation retenu est le taux moyen des emprunts d'Etat (4,00%).

La valeur actualisée des prêts s'élève ainsi à 240 K€ au 30 juin 2009.

La variation de l'exercice est comptabilisée au compte de résultat par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Les créances clients et les autres actifs courants sont constitués des éléments suivants :

<i>Créances clients</i>	30/06/2009	31/12/2008
Créances clients	1 756	1 644
Provisions pour créances douteuses	-474	-466
Comptes de régularisation rattachés	259	232
Total	1 541	1 410

<i>Autres créances</i>	30/06/2009	31/12/2008
Personnel et comptes rattachés	34	42
Créances sur organismes sociaux	-	-
Créances sur l'Etat - impôts et taxes	3	2
Créances sur l'Etat - TVA	185	159
Autres créances d'exploitation	587	321
Autres créances diverses	-	-
Total	809	524

Les autres créances d'exploitation correspondent notamment au dépôt de garantie auprès de la société d'affacturage.

<i>Echéancier des créances</i>	30/06/2009	2009	2010	2011	Années ultérieures
Créances clients	1 541	1 541			
Autres créances	809	809			
TOTAL	2 350	2 350	-	-	-

	31/12/2008	2009	2010	2011	Années ultérieures
Créances clients	1 410	1 410			
Autres créances	524	524			
TOTAL	1 934	1 934	-	-	-

La valeur nette comptable des créances figurant au bilan reflète la valeur de marché.
Le montant des en-cours garantis auprès du factor est de 4 709 K€ au 30 juin 2009 contre 5 024 K€ au 31 décembre 2008

Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Tableau des Flux de Trésorerie consolidé :

La définition de la Trésorerie retenue pour ce tableau correspond au montant figurant en Trésorerie et équivalent de Trésorerie diminué des découverts bancaires et créances d'affacturage non garanties :

	30/06/2009	31/12/2008
Disponibilités	968	1 068
Découverts bancaires	-183	0
Créances d'affacturage non garanties	-77	-5
TOTAL trésorerie nette	708	1 063
VARIATION DE TRESORERIE		-355

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE PASSIVE

NOTE 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL

Capital

Le capital au 30 juin 2009 est de 1 731 747 € divisé en 8 658 736 actions d'une valeur nominale de 0,20 € chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	01/01/2009	Variation		30/06/2009
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 658 736			8 658 736
Nombre de titres	8 658 736	0	0	8 658 736
Nominal	0,20	0,20	0,20	0,20
Capital en euro	1 731 747	0	0	1 731 747

Détail des réserves

Les différents éléments constituant les réserves consolidées de l'exercice sont les suivants :

DETAIL DES RESERVES	30/06/2009	31/12/2008
Autres réserves	3 591	3 220
Report à nouveau	0	0
TOTAL	3 591	3 220

Actions propres

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Ordinaires, des actions de la société UTIGroup. S.A. ont été rachetées par le Groupe. Ces titres d'autocontrôle sont, d'une part, des actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples et, d'autre part, des actions acquises par la voie d'un contrat de liquidité permettant une régularisation du cours de bourse.

La part du capital social détenue a évolué de la façon suivante :

TITRES DE PARTICIPATIONS (en nombre d'actions)	Réalisations 30/06/2009	Réalisations 31/12/2008
Détentions à l'ouverture	292 802	161 698
Achats d'actions	-	101 104
Ventes d'actions	-	-
Détentions à la clôture	292 802	262 802
CONTRAT DE LIQUIDITE (en nombre d'actions)	Réalisations 30/06/2009	Réalisations 31/12/2008
Détentions à l'ouverture	14 432	14 599
Achats d'actions		
Contrat de liquidité 23/11/2003 (ARKEON FINANCE)	51 716	32 448
Ventes d'actions	32 008	32 615
Détentions à la clôture	34 140	14 432

Le coût d'acquisition des titres achetés, comme le produit de la cession des titres vendus, ont été imputés respectivement en diminution et en augmentation de la situation nette.

Dividendes

Des dividendes peuvent être distribués par prélèvement sur les réserves en conformité avec les dispositions de la Loi et les Statuts de la Société. UTIGroup. S.A. n'a pas distribué de dividende au titre des 3 derniers exercices. Le report à nouveau et les primes (fusion, émission, apport) dans les comptes sociaux s'élèvent à un montant positif d'environ 4 782 milliers d'euros au 30 juin 2009.

Plans d'options de souscription et d'achat d'actions

L'Assemblée Générale du 22 janvier 2008 dans sa 1ère résolution et en application des dispositions des articles L 225-177 et suivants du Code de commerce, a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice des salariés et des dirigeants de la société – ou à certains d'entre eux – de la Société et des sociétés qui lui sont liées, dans les conditions définies par l'article L.225-180 dudit Code, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital.

L'autorisation a été donnée au Conseil d'administration pendant une durée de 38 mois à compter de la date d'assemblée générale.

Le nombre d'actions à émettre au titre d'augmentation(s) de capital résultant de la levée de telles options ne peut être supérieur à 3% du capital social.

Le prix de souscription des actions a été fixé par l'assemblée à 80% de la moyenne des cours de clôture constatés aux vingt séances de Bourse précédant le jour où les options sont consenties.

Le délai d'exercice des options ne devra pas excéder 5 ans à compter de leur date d'attribution.

Le nombre d'actions auxquelles pourront souscrire les personnes remplissant les conditions est fixé par le Conseil d'administration. Aucun détenteur de plus de 10% du capital de la Société ne peut bénéficier d'options de souscription.

Par décision du Conseil d'administration en date du 29 février 2008, il a été décidé l'attribution d'options de souscription à des dirigeants et salariés du Groupe. Les options de souscription créées sont exclusivement réservées aux salariés et mandataires sociaux de la Société ou du Groupe qui remplissent les conditions suivantes :

- être cadre ou mandataire social de la Société ou de ses filiales détenues à plus de 85%,
- être présent dans l'entreprise ou dans l'une de ses filiales détenues à plus de 85% depuis plus de 30 mois.

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTION								
Plan autorisé par l'assemblée générale du 22/01/2008								
Date du Conseil	Quantité attribuée	Prix de souscription	Qualité des souscripteurs	Point départ d'exercice des options	Options exercées	Options annulées	Options restantes	Date limite de levées
Plan n° 5 du 29/02/2008	150 000	1,04 euros	3 Salariés	29/02/2008	0		150 000	28-févr-13
TOTAL	150 000				0	0	150 000	

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options a été évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé un modèle mathématique de type Black & Scholes. Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Ce coût est constaté en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées. La charge IFRS 2 ainsi estimée s'élève à 74 K€ au titre de l'exercice 2008 et à 15 K€ au 30 juin 2009.

Détail des actions et droits de vote

Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	30/06/2009	31/12/2008
Nombre total d'actions	8 658 736	8 658 736
Nombre total de droits de vote	13 062 447	13 062 447

Note 10 – PROVISIONS

	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	30/06/2009
Provision pour litiges prud'homaux	262	20	14	268
Provision pour litiges commerciaux	2 093			2 093
Provision pour risques et charges divers	24		15	9
Total provisions pour risques et charges	2 379	20	29	2 370
Provision pour engagements sociaux	194	-		194
Total provisions au passif	2 574	20	29	2 565

	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	31/12/2008
Provision pour litiges prud'homaux	521	172	431	262
Provision pour litiges commerciaux	226	1 867		2 093
Provision pour risques et charges divers	24			24
Total provisions pour risques et charges	771	2 039	431	2 379
Provision pour engagements sociaux	148	46		194
Total provisions au passif	919	2 085	431	2 574

Depuis 2002, un litige oppose la société à un client au titre de prestations réalisées au forfait. Dans le cadre de ce litige, la société a demandé en justice la nomination d'un expert. Une provision avait été constituée en fonction de l'estimation des risques potentiels encourus (226 K€). Un rapport d'expertise a été émis fin décembre 2005 et l'audience a eu lieu le 28/01/2008. Un jugement intervenu au cours du 1er semestre 2008 opposant UTIGroup. à ce client porte sur une condamnation de 3 200 K€ dont 800 K€ mis à la charge de l'assureur. La société UTIGroup. a fait appel de ce jugement en juin 2008. Sur la base des conclusions de ses conseils et avocats, la société UTIGroup. a constitué, en 2008, une provision d'un montant de 1 867 K€. Au cours du 1^{er} semestre 2009, des saisies attributions au profit de ce client ont été opérées pour un total de 221 K€: elles sont présentés dans les autres créances d'exploitation.

Dans le cadre du rachat par UTIGroup. des sociétés TMA-RMH, une partie du prix de cession a été payé, aux vendeurs, moyennant 212 340 titres UTIGroup., avec une clause de garantie de cours à 23,33 euros maximum par action. Cet engagement était assujéti à plusieurs conditions suspensives. En l'absence de réalisation des conditions requises dans le délai contractuel, les dirigeants d'UTIGroup. ont considéré cet engagement comme caduc. Cependant, les bénéficiaires de la garantie avaient assigné UTIGroup. le 22 juillet 2002, en exécution du contrat évoqué supra. Un jugement en première instance a été rendu par le tribunal de commerce de Nanterre le 13/03/2009 qui a débouté les demandeurs et les a condamnés au paiement des dépens.

Par ailleurs, la société est également en litige avec les anciens dirigeants et animateurs de sa filiale UTIGroup. Est. La société avait intenté une action devant une juridiction pénale à l'encontre de ces personnes qui bloquait le civil en l'état. La juridiction pénale a rendu un jugement de non-lieu en 2007 et l'affaire au civil devrait suivre son cours sur 2009.

Les reprises de provisions non utilisées concernent les litiges suivants :

	30/06/2009	31/12/2008
Provision pour litiges prud'homaux	5	119
Provision pour litiges commerciaux	-	-
Provision pour risques et charges divers	-	-
Total des reprises non utilisées	5	119

Note 11 – DETTES FINANCIERES

Détail des emprunts et dettes financières courants et non courants

DETtes FINANCIERES	30/06/2009	31/12/2008
Emprunt obligataire convertible	276	283
Part des emprunts à plus d'un an	1 600	1 851
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	1 876	2 134
Part des emprunts à moins d'un an	496	485
Part des dettes financières à moins d'un an	339	281
Total des dettes financières à court terme	835	766

DETtes FINANCIERES	31/12/2008	31/12/2007
Emprunt obligataire convertible	283	406
Part des emprunts à plus d'un an	1 851	1 322
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	2 134	1 728
Part des emprunts à moins d'un an	485	1 295
Part des dettes financières à moins d'un an	281	346
Total des dettes financières à court terme	766	1 641

Echéancier des dettes financières

Dettes financières à long terme	30/06/2009	2009	2010	2011	2012	2013	2020
Emprunt obligataire convertible	276	-	-	-	-	-	276
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 600	-	257	533	559	250	-
	1 876	-	257	533	559	250	276

Dettes financières à long terme	31/12/2008	2009	2010	2011	2012	2013	2020
Emprunt obligataire convertible	283						283
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 851		508	533	559	250	-
	2 134	-	508	533	559	250	283

En 2008, la société a renégocié avec deux nouvelles banques un rééchelonnement de la dette financière de 2.600 K€ sur cinq ans et remboursé en totalité les établissements financiers partenaires du protocole de juin 2005. La valeur comptable de ces emprunts au 30/06/2009 reflète leur juste valeur.

Caractéristiques de l'emprunt obligataire

Le 12 juillet 2000, le Groupe a émis 875 350 obligations convertibles en actions ordinaires pour un montant nominal de 18 645 K€ portant intérêt au taux annuel de 3% et assorties d'une prime de remboursement à l'échéance de 3,14 €. Les frais d'émission se sont élevés à 1 162 K€.

Ce contrat a été modifié par l'Assemblée Générale des porteurs de ces obligations du 28 avril 2003 et entériné par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 16 mai 2003. Les nouvelles caractéristiques du contrat dénommé « *UTIGROUP. 0.1% 2020* » sont les suivantes :

- la durée de l'emprunt est de 19 ans et 160 jours, soit une échéance le 1^{er} janvier 2020, pour un amortissement en totalité à l'échéance,
- le taux nominal des intérêts annuels est fixé à 0.10%,
- versement d'une soulte en numéraire de 2,5 € aux obligataires pour chaque conversion d'une obligation.

Le ratio de conversion a été fixé comme suit :

- en cas de conversion jusqu'au 31 mars 2008 inclus : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP. et quatre bons de souscription d'action devant être exercés avant le 1er avril 2008,
- en cas de conversion entre le 1er avril 2008 et la date d'échéance de l'emprunt : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP.

Il ne reste plus de bon de souscription d'action en circulation au 31 décembre 2008.

Au 30 juin 2009, il restait en circulation 19 454 obligations. La composante capitaux propres correspondante a été évaluée à 2 K€. La composante dette de l'emprunt obligataire restant en passif financier a fait l'objet d'une actualisation compte tenu des modifications des caractéristiques de l'emprunt initial. Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée de la composante dette de l'emprunt obligataire au 30 juin 2009 sont les suivantes :

Durée	du 01/07/2009 au 01/01/2020	10,5
Taux d'actualisation : (Taux Moyen des emprunts d'Etat)		4,00%
Nombre d'OCA		19 454
Nominal		21,30 €

La valeur actualisée de l'emprunt obligataire s'élève ainsi à 276 K€ au 30 juin 2009 contre 283 K€ au 31 décembre 2008. La variation de l'exercice est comptabilisée au compte de résultat par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS

AUTRES DETTES	30/06/2009	31/12/2008
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	4 838	4 789
Dettes sur acquisitions de titres	808	808
Comptes courants	2 230	2 201
Dettes diverses d'exploitation	464	263
Total des autres dettes à court terme	8 340	8 061

AUTRES DETTES	31/12/2008	31/12/2007
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	4 789	5 525
Dettes sur acquisitions de titres	808	808
Comptes courants	2 201	2 185
Dettes diverses d'exploitation	263	472
Total des autres dettes à court terme	8 061	8 990

Monsieur Christian AUMARD, Président Directeur Général, a mis à disposition de la société UTIGroup. des fonds apportés en compte courant dont la valeur est de 2 025 K€ au 30 juin 2009 et de 2 001 K€ au 31 décembre 2008. Par ailleurs, Monsieur Patrick QUENNET, Directeur Général Délégué de la Société a, pour sa part, mis à disposition de la société UTIGroup. un compte courant de 204 K€ au 30 juin 2009 et de 198 K€ au 31 décembre 2008.

Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE

En application de la norme IFRS 8 «Secteurs opérationnels», le premier niveau d'information est organisé par secteur d'activité représenté par chacune des entités composant le Groupe.

Le Groupe UTIGroup. réalisant l'essentiel de son chiffre d'affaires en France, par des sociétés françaises, il n'est pas présenté d'information sectorielle de second niveau par secteur géographique.

Eléments du résultat sectoriel (inclus les retraitements d'élimination des transactions intra-Groupe)

	30/06/2009	UTIGroup	UTIGroup Est	UTIGroup Luxembourg	UTIGroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	13 366	11 264	811	-	1 291
Résultat opérationnel courant	413	195	188	-5	36
Résultat opérationnel	413	195	188	-5	36
Résultat global	67	-64	146	-5	-9

	30/06/2008	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	14 238	12 045	894	-	1 299
Résultat opérationnel courant	1 042	673	270	-4	103
Résultat opérationnel	-826	-1 195	270	-4	103
Résultat global	-1 069	-1 426	265	-4	96

Actifs et passifs sectoriels

Les actifs sectoriels se définissent selon la norme IFRS 8 «Secteurs opérationnels », comme étant la somme des immobilisations corporelles et incorporelles (incluant le goodwill) et des actifs courants. Les actifs financiers et autres actifs non courants ne sont pas pris en compte dans le calcul des actifs sectoriels.

Les coûts encourus pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles présentent les montants immobilisés au cours de l'exercice, non les décaissements effectués au cours de l'exercice au titre de ces acquisitions.

ACTIFS	30/06/2009	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	19 544	19 376	45	-	124
Actifs courants	3 316	1 983	1 035	10	289
TOTAL	22 860	21 358	1 080	10	413

PASSIFS	30/06/2009	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	4 442	4 302	127	-	13
Passifs courants	10 391	9 366	362	25	638
TOTAL	14 832	13 667	489	25	651

ACTIFS	31/12/2008	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	19 684	19 510	48	-	126
Actifs courants	3 002	1 846	485	67	604
TOTAL	22 686	21 356	532	67	730

PASSIFS	31/12/2008	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	4 708	4 567	127	-	13
Passifs courants	10 034	8 937	371	33	692
TOTAL	14 741	13 505	498	33	705

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Chiffre d'affaires

	30/06/2009			30/06/2008		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
UTIgroup	11 264	-	11 264	12 042	3	12 045
UTIgroup Est	811	-	811	894	-	894
UTIgroup Luxembourg	-	-	-	-	-	-
UTIgroup Rhône-Alpes	1 289	2	1 291	1 295	4	1 299
TOTAL	13 364	2	13 366	14 231	7	14 238

Frais de personnel

Les frais de personnel des entités du Groupe se ventilent comme suit :

	30/06/2009	30/06/2008
UTI Group S.A.	8 551	9 088
UTI Group Rhône-Alpes	1 041	933
UTI Group Est	542	503
UTI Group Luxembourg	-	-
TOTAL	10 134	10 524

Dotations nettes aux amortissements et aux provisions

	30/06/2009	30/06/2008
Immobilisations incorporelles	-2	-4
Immobilisations corporelles	-16	-28
Provision sur actif circulant	-8	-17
Provision pour risques et charges	9	151
	-17	102

Autres charges et produits d'exploitation

Les éléments constitutifs des produits et des charges d'exploitation sont :

	30/06/2009	30/06/2008
Autres produits d'exploitation	81	9
Régularisation charges sociales		0
Produits de cession d'immobilisations	58	46
Produits non récurrents et non significatif		0
Autres charges d'exploitation		-1
Valeurs nettes des immobilisations cédées	-40	-1
Reprise ou dotations aux provision		1
Charges non récurrentes et non significatives		0
Rachat d'Obligations Convertibles	28	0
Autres produits et charges d'exploitation	127	54

Autres charges et produits opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation normale du Groupe. Un jugement intervenu au cours du 1er semestre 2008 opposant UTIGroup. à un de ses clients porte sur une condamnation de 3 200 K€ dont 800 K € mis à la charge de l'assureur. La société UTIGroup. a fait appel de ce jugement. Sur la base des conclusions de ses conseils et avocats, la société UTIGroup. avait constitué une provision d'un montant de 1 867 K€ en 2008.

Coût de l'endettement financier brut

	30/06/2009	30/06/2008
Intérêts sur emprunts	52	82
Autres charges financières	114	151
Soulte versée pour le remboursement d'obligations	-	12
TOTAL	166	245

Autres charges et produits financiers

	30/06/2009	30/06/2008
Pertes de change	-2	0
Gain de change	0	2
Charge d'actualisation de l'emprunt obligataire	-32	-4
Produits d'actualisation des créances	-14	4
Autres produits financiers	0	0
Autres produits et charges financiers	-48	2

Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL

Régimes à cotisations définies

Conformément aux dispositions de la loi française, le Groupe verse des cotisations à des organismes au titre des engagements de retraite de ses salariés en France. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces cotisations.

Régimes à prestations définies

La législation française prévoit également le versement aux salariés en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite déterminée en fonction du nombre d'années de service et de la rémunération du salarié au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis par les salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite. La méthode retenue pour le calcul des engagements est la méthode des unités de crédits projetées conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel ». Ces engagements ne sont pas revus lors des comptes semestriels.

	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	30/06/2009
UTI Group S.A.	175			175
UTI Group Rhône-Alpes	13			13
UTI Group Est	5			5
UTI Group Luxembourg	-			-
Total des engagements	193	-	-	193

	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	31/12/2008
UTI Group S.A.	134	41		175
UTI Group Rhône-Alpes	10	3		13
UTI Group Est	4	1		5
UTI Group Luxembourg	-			-
Total des engagements	148	45	-	193

La variation nette de l'exercice est enregistrée en compte de résultat dans le poste « *Dotations nettes aux amortissements et provisions* »

Total des engagements au 31/12/2007	148
Coût des services rendus en 2008	16
Effet de l'actualisation	7
Prestations versées	-27
Coût actuariel	49
Total des engagements au 31/12/2008	193

Les taux utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite sont les suivants :

	31/12/2008	31/12/2007
Age de retraite considéré (départ volontaire)	65	65
Taux d'actualisation des dettes à long terme	3,92%	4,56%
Taux de rotation jusqu'à 49 ans	20,00%	20,00%
Taux de rotation de 50 ans à 54 ans	15,00%	15,00%
Taux de rotation de 55 ans et plus	10,00%	10,00%
Taux annuel de progression des salaires	2,00%	2,00%
Taux annuel de progression des salaires (30 à 39 ans)	2,00%	3,00%
Taux de charges sociales (départs volontaires)	48,00%	48,00%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%
Table de mortalité Hommes	TH-00-02	TH-00-02
Table de mortalité Femmes	TF-00-02	TF-00-02

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres au pays.

Note 16 – IMPOTS

Evolution des postes de bilan

<i>Impôts différés actifs</i>	30/06/2009	31/12/2008
Ouverture	3 017	1 993
Différences temporaires		
- Naissances	16	15
- Reversements	-16	-16
Constatation de l'impôt sur déficits		1 010
Charge d'impôt de la période	-121	0
Engagements de retraite	0	15
Clôture	2 896	3 017

Charge d'impôt sur les résultats

	30/06/2009	31/12/2008
Impôts courants		
Impôts sur les bénéfices		2
Impôts différés		
Impôts différés de la période	-121	1 023
	- 121	1 025

Nota: les montants négatifs figurant au tableau ci-dessus correspondent à des charges d'impôts. Corrélativement, les montants positifs correspondent à des produits d'impôts.

Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

A compter du 1^{er} janvier 2003, la société UTIGroup. S.A. s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés, dû par le Groupe formé par elle-même et ses filiales françaises contrôlées au moins à 95%, au titre du régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code Général des Impôts.

Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 2. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33%.

Preuve d'impôts

Le rapprochement entre le produit d'impôt comptabilisé au 31 décembre 2008 dans le résultat comptable consolidé et le produit d'impôt théorique calculée en appliquant au résultat consolidé avant impôts le taux d'impôt applicable à l'entreprise consolidante peut être établi comme suit :

	30/06/2009	31/12/2008
Résultat consolidé	189	-671
Taux d'IS applicable	33,33%	33,33%
Charge d'impôts théorique	63	-224
Charge d'impôts réelle	121	-1 025
Ecart	-58	801
Charges définitivement non déductibles	-22	-36
Reports déficitaires utilisés mais non comptabilisés au cours d'exercices antérieurs		821
Impact net des retraitements de consolidation	-36	16
Total	-58	801

Actifs d'impôts sur déficit

	Variations de l'exercice				Clôture
	Ouverture	Nouveaux déficits générés	Utilisation de déficits	Autres mouvements	
Impôts différés actifs sur déficit	3 017	-	121		2 896
Non reconnus à l'origine	-	-	-	-	-
TOTAL	3 017	-	121	-	2 896

Au 31 décembre 2008 la totalité de l'actif d'impôts différés a été comptabilisé.

Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	30/06/2009	31/12/2008
Nombre moyen d'actions de 0,20 euro en circulation	8 658 736	8 647 764
Actions détenues en propre par le Groupe	296 942	277 234
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 361 794	8 370 530

Le montant à prendre en compte pour déterminer ce résultat par action de base est le résultat net de l'exercice.

Résultat par action dilué

Le résultat net par action dilué est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice augmenté des titres donnant accès au capital. Les options de souscription dont le prix d'exercice est supérieur à la moyenne annuelle du cours de bourse ne sont pas retenues dans le calcul du résultat dilué par action.

Un instrument financier convertible n'est dilutif que si, et seulement si, sa conversion réduit le résultat par action des activités ordinaires continuées.

L'effet dilutif est le suivant sur le nombre d'actions :

	30/06/2009	31/12/2008
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 361 794	8 370 530
Effet dilutif des obligations convertibles	19 454	21 204
Nombre moyen d'actions après titres dilutifs	8 381 248	8 391 734

Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Contrats de location

Les contrats de location sont tous des contrats de location simple et des locations avec option d'achat comprennent principalement du matériel de bureau et des véhicules mis à disposition du personnel.

Le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer se décompose comme suit au 30 juin 2009.

Montant total restant à verser au 30/06/2009	275 K€
- Dont part à moins d'un an	112 K€
- Dont part à plus d'un an et à moins de 5 ans	163 K€
- Dont part à plus de 5 ans	0

Le montant des paiements passés en charges au 30 juin 2009 s'élève à 84 K€

Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi N° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans et au terme de ce délai, et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent-vingt heures. Aucune charge n'a été comptabilisée dans l'exercice 2005, en application de l'avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du CNC. Le nombre total d'heures acquises par les salariés du Groupe au 30 juin 2009 s'élève à 17 384 heures contre 16 556 heures au 31 décembre 2008.

Autres engagements

Pour les opérations courantes, le Groupe est engagé à la clôture de l'exercice 2008 pour les montants suivants :

	30/06/2009		31/12/2008	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup.				
Effets escomptés non échus	-		-	
Baux immobiliers (1)	4 139		4 334	
Baux mobiliers et crédit-baux	276		209	
Nantissement du Fonds de commerce au profit d'une banque	820		916	
Comptes bloqués	221		221	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	5 456	-	5 680	-
UTIgroup. Rhones-Alpes				
Effets escomptés non échus	-		-	
Baux immobiliers	-		-	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	0	-	0	-
UTIgroup. Est				
Effets escomptés non échus	-		-	
Avals et cautions	-		-	
Baux mobiliers et crédit-baux	1		1	
Baux immobiliers	67		39	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	68	-	40	-

Baux immobiliers : Nouveau bail à compter du 14/02/2008 et engagement évalué sur 9 ans soit jusqu'au 14/02/2017. Possibilité de délivrer congé par acte extra judiciaire au terme de la deuxième période triennale soit le 14/02/2014, avec le respect d'un préavis de 6 mois.

Dans le cadre de la soucription des nouveaux emprunts en 2008 la société s'est engagée à respecter, sur la base de ses comptes consolidés les ratios suivants :

- Les fonds propres améliorés consolidés (capitaux propres, provision pour risques et charges et comptes courants associés) supérieur à 10 millions d'euros
- Rapport de la dette moyen et long terme (comptes courants associés inclus) sur les fonds propres inférieur à 1
- Rapport dettes financières nettes (comptes courants d'associés inclus) sur excédent brut d'exploitation inférieur à 3.

A la connaissance du Groupe, il n'y a pas d'autre engagement hors bilan significatif au 31 décembre 2008.

Note 19 – EFFECTIF MOYEN

Les charges de personnel sont composées des salaires fixes et variables, de l'intéressement et des charges sociales afférentes comme suit :

	30/06/2009	30/06/2008
Rémunération du personnel	6 933	7 223
Charges sociales	3 201	3 301
TOTAL	10 134	10 524
Effectif moyen	313	326

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe ne détient pas d'actifs significatifs portant intérêt; aussi, son résultat et sa trésorerie opérationnelle sont-ils largement indépendants des fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts à long terme et moyen terme. La dette du Groupe est essentiellement à taux fixe.

Risque de liquidité sur la dette financière et covenants

Le risque de liquidité est géré par la mise en place de sources de financement diversifiées. Par ailleurs, certains financements du Groupe contiennent des clauses de remboursement anticipé notamment en cas de non respect de covenants. (cf. note 18)

Risque du marché actions

Le Groupe ne détient pas de titres de sociétés cotées autres que les actions d'autocontrôle (au 30 juin 2009, 296 942 actions) qui sont déduites des capitaux propres. Il n'est donc pas exposé au risque de fluctuation des prix des marchés actions.

Exposition au risque de change

UTIGROUP n'est que peu exposé au risque de change, le Groupe n'exerce qu'une faible activité hors de la zone Euro qui correspond à moins de 1 K€ en suisse en devise CHF sur le premier semestre 2009.

Le groupe ne détient pas de passif ou d'actif en devise.

De ce fait, le Groupe ne se couvre pas du risque de change.

Note 21 – INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES

Rémunération et avantages des organes d'administration du Groupe

	30/06/2009	30/06/2008
Des organes d'administration	296	296
TOTAL	296	296

Ces montants incluent les avantages en nature. Il n'existe pas d'autres avantages ou modalités de rémunérations.

Aux 30 juin 2009 et 2008, les administrateurs n'ont perçu aucune avance et/ou crédit.

Aux 30 juin 2009 et 2008, les mandataires sociaux du Groupe ne bénéficient pas d'option de souscription et d'achat d'actions.

Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation. Les transactions et soldes entre les entités du Groupe et les sociétés associées sont susceptibles de concerner les sociétés suivantes :

- Société LAW INFORMATIQUE,
- Société ST GROUPE, filiale de la société FINANT.

Il n'existe pas de transactions ou de soldes concernant la société LAW INFORMATIQUE et ST GROUPE.

Note 22 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture.

B - RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

Conformément aux dispositions de l'article L. 232-7 du Code de commerce, la société UTI GROUP qui clôture ses comptes annuels le 31 décembre, a établi le présent rapport semestriel d'activité à partir des comptes consolidés condensés semestriels du Groupe au 30 juin 2009.

1. PRESENTATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2009 DE LA SOCIETE UTI GROUP

1.1 Chiffre d'affaires de la société UTI GROUP

	EXERCICE 2009 En millions euros	EXERCICE 2008 En millions euros
<u>1 - Société UTI GROUP*</u>		
Premier trimestre *	6,02	6,10
Deuxième trimestre *	5,24	5,95
<u>Total</u>	11,26	12,05

** Retraité du chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du Groupe*

Le premier semestre 2009 est en baisse de 6,6 % par rapport au premier semestre 2008. En effet, le chiffre d'affaire est de 11,26 M€ contre 12,05 M€ en 2008..

Par ailleurs, les effectifs passent de 351 collaborateurs et sous traitants au 30/06/2008 à 332 au 30/06/2009.

1.2 Résultats

Le taux d'activité du 1^{er} semestre est conforme aux prévisions budgétaires. Le niveau du chiffre d'affaires réalisé est en retrait par rapport à nos prévisions.

En milliers d'euros	30/06/2009	30/06/2008
Résultat d'exploitation (hors provision litige client)	162	789
Résultat d'exploitation	162	-1 078
Résultat financier	200	-190
Résultat exceptionnel	52	122
Résultat net	414	-1 146

Le résultat d'exploitation (hors provision pour litige client) est en retrait compte tenu de la situation économique enregistrée au premier semestre et de la pression subie sur les prix.

Par ailleurs, ce semestre comporte deux jours ouvrés de moins que le premier semestre 2008.

Ces éléments font ressortir un résultat net au premier semestre 2009 un bénéfice 414 K€ contre une perte de – 1 146 K€ au premier semestre 2008.

La perte de 2008 était imputable au passage d'une provision de 1 867 K€ sur la base de l'estimation de nos conseils relative à une décision de justice portant sur le litige nous opposant à un client. UTI GROUP a fait appel de cette décision.

2. PRESENTATION DES COMPTES DU PREMIER SEMESTRE 2009 DU GROUPE CONSOLIDE

Les comptes consolidés condensés semestriels arrêtés au 30 juin 2009 ont été préparés en conformité avec la norme IAS34 « *Information Financière Intermédiaire* ».

2.1 Composition du Groupe :

Nous vous renvoyons à la lecture des comptes consolidés condensés semestriels du Groupe et des notes annexes pour le détail de ces différents postes de comptes, ainsi que pour la composition du Groupe.

2.2 Chiffre d'affaires consolidé :

	EXERCICE 2009 En millions euros	EXERCICE 2008 En millions euros
<u>1 – Consolidé</u>		
Premier trimestre	7,10	7,26
Deuxième trimestre	6,27	6,98
<u>Total</u>	13,37	14,24

2.3 Résultats consolidés :

Le Groupe a réalisé, au premier semestre de l'exercice 2009, un chiffre d'affaires de 13,37 M€ soit une baisse du chiffre d'affaires 6,1 % par rapport à 2008. Cette baisse est liée à la conjoncture économique ainsi qu'à la différence de nombre de jours ouvrables.

En effet, il y a 125 jours ouvrés au premier semestre 2008 contre 123 jours au premier semestre 2009.

Les frais généraux (autres achats et charges externes) se maintiennent à 1 414 K€ au 30/06/2009 contre 1 389K€ au 30/06/2008 et le taux d'activité est resté conforme à nos attentes budgétaires. Le résultat opérationnel courant bénéficiaire à 414 K€ contre 1 042 K€ au 30/06/2008.

Le coût de l'endettement est en diminution et passent de 245K€ en 2008 à 166 K€ Cette diminution provient de la baisse des taux d'intérêt.

Enfin le résultat net s'établit à 67 K€ au 30/06/2009 contre – 1 069 K€ au 30/06/2008.

Le résultat net de 2008 provenait de la constatation d'une charge opérationnelle sur un litige client d'un montant de 1 867 K€

La contribution au résultat net (comptes consolidés condensés semestriels) pour chacune des filiales est la suivante :

	30/06/2009	30/06/2008
	En K€	En K€
UTIGROUP. Rhône Alpes	-9	96
UTIGROUP. Est	146	265
UTIGROUP. Luxembourg	-5	-4

3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DU GROUPE CONSOLIDE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE

3.1 L'activité du groupe UTI GROUP dans son ensemble pour le premier semestre 2009 se caractérise comme suit :

Le premier semestre 2009 est marqué par une diminution du chiffre d'affaires groupe de 6,1%.
Au premier trimestre 2009 par rapport à 2008, le recul était de 2,2%, au second trimestre nous enregistrons une baisse plus importante de 10,2%
L'activité parisienne est en décroissance de 6,5% et dans des conditions de marché plus tendues.
La stratégie d'agrément s'est poursuivie et amplifiée auprès des grands donneurs d'ordre au cours de ce premier semestre, confortant la politique de ces dernières années.

3.2 Et pour chacune des Sociétés du Groupe (d'après leurs comptes sociaux) :

UTI GROUP

UTI GROUP (en K euros)	30/06/2009	30/06/2008	Variation en %
Chiffres d'affaires	11 335	12 243	-7,4%
Provision litige client	0	-1 867	
Résultat net hors provision	414	721	-42,6%
Résultat avant impôt	414	-1 146	

La perte enregistrée au 30-06-2008 était liée au passage d'une provision de 1 867 K€ dans le conflit opposant UTI GROUP à l'un de ses clients.
Hormis cette provision le résultat net ressortait à 721 K€

UTIGROUP. Est

UTI GROUP EST (en K euros)	30/06/2009	30/06/2008	Variation en %
Chiffres d'affaires	811	894	-9,3%
Résultat avant impôt	116	103	12,5%

La filiale alsacienne enregistre un recul de 9,3% de son chiffre d'affaires tout en enregistrant une progression de 12,5% de son résultat net

UTIGROUP. Luxembourg

UTI GROUP Luxembourg (en K euros)	30/06/2009	30/06/2008	Variation en %
Chiffres d'affaires	0	0	
Résultat avant impôt	-5	-4	38,5%

L'activité de la filiale luxembourgeoise est en sommeil, et n'a plus de salarié depuis le 31/12/2007.

UTIGROUP. Rhône Alpes:

UTI GROUP RHONE ALPES(en K euros)	30/06/2009	30/06/2008	Variation en %
Chiffres d'affaires	1 386	1 391	-0,3%
Résultat avant impôt	111	135	-18,0%

La filiale lyonnaise enregistre des résultats satisfaisants malgré un chiffre d'affaires en légère baisse de 0,3 %.

4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DANS LE GROUPE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE

Le premier semestre enregistre le durcissement de marché ressenti au dernier trimestre 2008. La pression des Services achats de nos donneurs d'ordre sur les prix s'est poursuivie. Par ailleurs, on enregistre un appauvrissement sérieux des demandes clients baissant de ce fait légèrement les taux d'activité.

5. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE DU GROUPE PENDANT L'EXERCICE

Le second semestre 2009 devrait se poursuivre dans la lignée du premier semestre sauf nouvelle dépression économique ou grave pandémie.

Le second semestre compte six jours ouvrés de plus que le premier semestre, devant ainsi, toutes choses égales par ailleurs, enregistrer une amélioration sensible de notre résultat d'exploitation.

C - DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Je soussigné Christian AUMARD, Président Directeur Général de UTI GROUP SA, atteste qu'à ma connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'AMF.

**D - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE**

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

UTIGROUP.

Société Anonyme
au capital de 1 731 747,20 €
68, rue de Villiers
92352 LEVALLOIS PERRET

Période du 01 01 2009 au 30 06 09

Burband Klinger et Associés

Commissaire aux Comptes

8, rue Jacques Bingen
75017 PARIS

IGREC

Commissaire aux Comptes

50, rue Copernic
75116 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Société UTIGROUP SA

Période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2.III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société **UTIGROUP**, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration, dans un contexte décrit dans le rapport semestriel d'activité caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris, le 28 juillet 2009

Les Commissaires aux Comptes

**BURBAND KLINGER
ET ASSOCIES**



Emmanuel Klinger
Associé

IGREC



Rose Guagliardo
Associée